



Communiqué de presse de la Fidex
Bruxelles, le 17 juin 2026
Pour publication immédiate

Nous ne jetterons pas l'éponge ! Les services externes de Haren tirent une fois de plus la sonnette d'alarme

Les quelques 100 travailleur-euses des services externes actifs au sein de la prison de Haren, réunis au sein de la fédération bruxelloise des services pour personnes détenues et ex-détenues (Fidex), lancent aujourd'hui un nouvel appel d'urgence. Depuis des mois, ils sont confronté-es à des dysfonctionnements répétés qui rendent leur travail extrêmement compliqué, voire impossible, et ce au détriment des personnes qu'ils et elles accompagnent.

Mener des entretiens individuels est difficile, les activités collectives ne peuvent être organisées et l'accès aux personnes détenues est constamment entravé. Dans ces conditions, les missions de réinsertion, de formation, d'accompagnement psycho-social, de maintien des liens familiaux ou encore de promotion de la santé sont gravement compromises.

À cette situation s'ajoute un problème majeur de sécurité : depuis plus d'un an, les téléphones internes (DECT), nécessaires pour communiquer en cas d'urgence, font défaut de manière structurelle. Faute de solution, les services externes sont désormais invités à poursuivre leurs activités sans disposer de cet outil de sécurité, faisant ainsi peser sur les équipes une responsabilité inacceptable. La question de la sécurité n'a pas à être portée par les travailleur-euses des services externes mais doit être assurée par l'institution pénitentiaire elle-même.

Depuis plus d'un an, la Fidex documente la situation et alerte, [via son baromètre](#). Ces éléments ont été portés à maintes reprises à l'attention de la direction de la prison de Haren, ainsi qu'aux directions régionales de l'administration pénitentiaire, sans effet.

« Les équipes sont à bout, nous passons un temps et une énergie considérables à simplement tenter d'accéder à la prison et d'exercer nos missions. Ce qui devrait être normal est devenu un combat quotidien » dénonce Kris Meurant, président de la Fidex.

Le nombre de personnes détenues ne cesse d'augmenter, leurs conditions de vie ne cessent de se dégrader, de même que les conditions de travail des professionnel·les, qu'ils soient internes ou externes à la prison. Pourtant, là où certain-es jetteraient l'éponge, les membres de la Fidex refusent de renoncer. Ils restent mobilisé-es et rappellent que leur demande est simplement de pouvoir travailler et de mener à bien les missions pour lesquelles ils sont subsidié-es. Chaque jour, les équipes continueront à accompagner les personnes détenues afin de préparer leur réinsertion, dispenser des formations, offrir des soins, écouter et créer des perspectives. Ces missions sont essentielles, tant pour les personnes concernées que pour l'ensemble de la société.

Les quinze organisations membres de la Fidex demandent donc que des mesures concrètes soient prises sans délai. Elles sollicitent une rencontre urgente avec Mme Annelies Verlinden, ministre de la Justice, et avec Mme Mathilde Steenberghe, directrice générale de l'administration pénitentiaire pour qu'elles apportent des réponses immédiates et soutenables à une situation qui ne peut plus durer. Les services externes ne demandent pas des privilèges ; simplement de pouvoir exercer leurs missions dans le respect des engagements pris par les autorités publiques.

Contact presse : Kris Meurant (président de la Fidex) : 0479/26 54 37